

## LE KOSOVO N'INTÈGRE PLUS SES ROMS

## Des immigrés sans pays d'origine

*Le président François Hollande a suscité un tollé en déclarant, le 19 octobre, que Leonarda Dibrani, la collégienne rom de 15 ans arrêtée lors d'une sortie scolaire et expulsée vers le Kosovo, pouvait revenir en France, mais « sans sa famille ». Au-delà de la polémique hexagonale, cet épisode éclaire la détérioration du sort des Roms dans une région où leur situation était autrefois exemplaire.*

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS \*

**T**RAGIQUE et rocambolesque, l'affaire Leonarda Dibrani, cette jeune fille rom expulsée de France le 9 octobre dernier, a replacé le Kosovo sous les feux de l'actualité. Selon les autorités françaises, le pays serait « sûr », ce qui autoriserait le rapatriement de personnes en situation irrégulière. Pourtant, la communauté rom du Kosovo, totalement marginalisée, continue d'être victime d'exactions régulières.

A son arrivée à Mitrovica, la lycéenne de 15 ans a expliqué qu'elle ne connaissait pas l'albanais, et même qu'elle n'avait « jamais entendu parler du Kosovo »... Cette déclaration a nourri toutes les spéculations sur le parcours compliqué de sa famille, en occultant l'essentiel : les Dibrani sont aujourd'hui, de fait, des apatrides. Le père est né au Kosovo, qu'il aurait quitté très jeune pour l'Italie, où il aurait rencontré son épouse, elle aussi rom originaire des Balkans. Derrière

l'embrouillamini administratif émerge la réalité humaine des milliers de personnes que les guerres des années 1990 ont jetées sur les routes d'Europe, les obligeant à se réinventer une identité sociale pour tenter de survivre.

## Sommés de choisir leur camp

**L**A SITUATION s'est dégradée dans les années 1990, avec le durcissement de l'affrontement entre la majorité albanaise du Kosovo et le régime de Belgrade. Les Roms ont été sommés de choisir leur camp entre les deux nationalismes rivaux. Alors que la situation économique du pays se détériorait rapidement, beaucoup ont tenté de trouver le salut à l'étranger, tandis que ceux restés au pays louvoyaient pour garantir leur survie. Quand les Albanais ont été licenciés des emplois publics ou ont massivement démissionné en réponse au climat de répression qui s'abattait sur le Kosovo, de nombreux Roms ont pris leur place, ce qui leur a valu, à la fin de la guerre, d'être collectivement accusés de « collaboration »

De ce point de vue, le destin de la jeune Leonarda n'a rien d'exceptionnel : au cours de ces années-là, beaucoup de Roms du Kosovo ont demandé l'asile dans les pays d'Europe occidentale en se présentant comme des « Albanais persécutés ». Ils sont désormais massivement rapatriés vers un pays avec lequel ils n'ont plus aucun lien, et dont leurs enfants, nés en Suède ou en Allemagne, ne parlent pas la langue majoritaire, l'albanais...

A la fin des années 1980, entre cent mille et cent cinquante mille Roms vivaient au Kosovo, soit 5 à 10 % de la population totale de la province autonome de l'époque. Le Kosovo faisait figure de pionnier des politiques d'intégration développées par la Yougoslavie socialiste : la langue romani était enseignée dans les écoles, et c'est à Prizren, puis à Pristina, qu'ont été créés les premières émissions radiophoniques et les premiers programmes télévisés roms du monde.

avec le régime serbe de Slobodan Milosevic. L'imputation a servi de prétexte aux multiples exactions subies par la communauté durant l'« été terrible » de 1999.

Sous le regard impavide des soldats de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) qui prennent possession du territoire, les quartiers roms de la plupart des villes du Kosovo sont systématiquement pillés et incendiés. Leurs habitants sont contraints de s'enfuir vers les pays voisins, Macédoine, Monténégro ou Serbie, où certains survivent toujours dans des centres collectifs. Des dizaines de personnes sont assassinées, d'autres déportées en Albanie (1). Depuis ces tragiques évé-

nements, on estime que seuls trente mille Roms continuent de vivre au Kosovo, dans des conditions économiques particulièrement précaires. Ils ont en effet perdu pratiquement tout accès aux emplois publics et ne peuvent plus exercer leurs métiers artisanaux traditionnels. Parmi les

rares contre-exemples figure la ville de Prizren, où vivent toujours quelque six mille Roms (neuf mille avant la guerre). En revanche, beaucoup de ceux qui ont été chassés des grandes villes s'entassent désormais dans les enclaves serbes, notamment dans le Kosovo central.

## Accords de réadmission

**E**N JUIN 1999, des extrémistes albanais ont entièrement détruit la Mahala, le quartier rom de Mitrovica, situé sur la rive sud – majoritairement albanaise – de la rivière Ibar. Elle a été reconstruite, essentiellement grâce à des fonds de l'Union européenne, mais ses anciens habitants ne sont pas revenus. L'absence de toute activité économique et la persistance d'un lourd climat de racisme rendent la perspective d'un retour à Mitrovica très peu attractive. Ceux que l'on a renvoyés dans cette ville essaient par tous les moyens de la quitter à nouveau, même s'ils en sont originaires.

Depuis 1999 et l'instauration du protectorat international, des sommes colossales, impossibles à chiffrer avec précision, ont été consacrées aux Roms du Kosovo. Prodigées par l'Union européenne, les Etats membres, les coopérations nationales de la Suisse ou de la Norvège ou encore des structures privées comme les fondations Open Society, ces aides n'ont jamais permis une véritable réintégration, ni le développement d'activités économiques. Les fonds alimentent surtout les budgets d'un grand nombre d'organisations conscientes que tout projet destiné aux Roms a de grandes chances d'obtenir des financements, sans aucune obligation réelle de résultats. Les critères d'évaluation, purement formels, satisfont les exigences des bailleurs sans que le sort des communautés s'en trouve amélioré.

En retour, les donateurs estiment que tous leurs efforts financiers justifient le rapatriement des Roms déboutés de leur demande d'asile en Europe de l'Ouest. Depuis la proclamation de son indépendance, le 17 février 2008, le Kosovo a signé des accords de réadmission avec tous les Etats occidentaux, qui permettent ces retours forcés, même pour des familles ayant perdu tout lien avec le pays et n'y possédant plus aucun bien immobilier.

Le « nouveau » Kosovo se veut un Etat multiethnique, et des mécanismes de quotas doivent garantir la représentation des minorités (Roms, Turcs, Bosniaques, Goranis, etc.). Cependant, ainsi que l'ont encore montré les préparatifs des élections locales du 3 novembre, toutes les pressions internationales se concentrent sur l'« intégration » de la communauté serbe aux institutions du Kosovo, qu'il s'agisse des enclaves ou de la zone serbe homogène du nord de Mitrovica. Dans ces conditions, le sort des Roms tient lieu de variable d'ajustement négligeable. Sauf lorsqu'il est question d'émigration en Europe occidentale.

(1) De nombreux rapports internationaux documentent ces crimes. On peut notamment se référer aux travaux du Fonds pour le droit humanitaire de Belgrade, [www.hlc-rdc.org](http://www.hlc-rdc.org)

\* Journaliste et rédacteur en chef du site Le Courrier des Balkans.